



## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-03-06

RESSOURCES HUMAINES 4.1

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE HUIT MARS

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

27 février 2025

Date d'affichage :

28 février 2025

VOTE :

pour unanimité

**Présents :** Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN, Adjoint au Maire

Michel BARRIERE, Marc LAMBLIN, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT.

**Absents et représentés :** Patricia BIZOUERNE (pouvoir à Didier BELOT), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir à Nicolas RONDEPIERRE), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Nathalie RIBEMONT (pouvoir à Nicolas CUADRADO), Jocelyne PAIGNON (pouvoir à Annie SONRIER), Lydia TCHARLAIAN (pouvoir à David PEREIRA), Marie-Thérèse CORDONNIER (Pouvoir à Didier GERVAIS)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE :** Thomas VAUTRIN

Objet :

**MANDAT AU CIG PETITE COURONNE POUR L'ENGAGEMENT D'UNE CONSULTATION EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Dans le cadre de l'ancien article 26 de la loi du 26 janvier 1984, le CIG Petite Couronne souscrit depuis plusieurs années des contrats-groupe d'assurance pour couvrir les risques statutaires des collectivités territoriales et des établissements publics des départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Ces contrats en capitalisation sont en place pour assurer une couverture financière complète des risques encourus par des collectivités territoriales et des établissements publics en cas de décès, accident du travail, maladies professionnelles, maladies ou accidents non professionnels et maternité de leurs agents titulaires et contractuels.

Le contrat-groupe actuel a été conclu pour 4 ans à l'issue d'une mise en concurrence réalisée au cours de l'année 2021 dans le respect des règles applicables aux marchés publics d'assurances.

Il a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et arrive à échéance le 31 décembre 2025.

093-219300621-20250317-2025-03-06-DE  
Date de réception : 17/03/2025  
Date de réception préfecture : 17/03/2025

A l'heure actuelle, 156 collectivités y adhèrent.

De manière à pouvoir proposer un nouveau contrat-groupe à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, le CIG Petite Couronne lancera une mise en concurrence dans le respect du formalisme prévu par le Code de la commande publique ainsi que des dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

Ainsi, pour engager la procédure de consultation, le CIG Petite Couronne doit justifier d'un mandat donné par toute collectivité ou établissement qui souhaite adhérer au contrat qui en résultera.

La Ville dispose actuellement d'un contrat pour risques statutaires avec une assurance dans le cadre de son marché spécifique. Le fait de donner mandat au CIG permettra un comparatif avec le coût actuel du marché de la Ville et une adhésion au contrat retenu par le CIG en cas de coût moins important pour la Ville.

Aussi, il est proposé à l'assemblée de donner mandat au CIG Petite Couronne pour procéder, au nom de la collectivité, à une consultation auprès des opérateurs potentiels du marché d'assurance dans le respect du formalisme prévu par le Code de la commande publique.

L'assemblée est invitée à examiner les propositions qui viennent d'être formulées.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré :

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L. 452-40,

**VU** le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif au centres de gestion de la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurance souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

**VU** la présentation en commission de la Vie municipale en date du 7 février 2025,

**CONSIDERANT** qu'il convient de donner mandat au CIG Petite Couronne pour l'engagement d'une consultation en vue de la conclusion d'un contrat groupe d'assurances des risques statutaires,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : D'ETUDIER** l'opportunité de conclure un nouveau contrat d'assurance pour la garantie de ses risques statutaires,

**ARTICLE 2 : DE DONNER** mandat au CIG Petite Couronne afin :

- Que le CIG Petite Couronne procède à une consultation des différents prestataires potentiels ;
- Que le CIG Petite Couronne conclue le cas échéant un contrat-groupe adapté aux besoins des collectivités mandataires ;

Ce contrat doit couvrir tout ou partie des risques suivants :

- Agents affiliés à la CNRACL : décès, accident de service / maladie professionnelle, maladie ordinaire, longue maladie / maladie de longue durée, maternité / paternité / adoption, disponibilité d'office, invalidité,
- Agents non affiliés à la CNRACL : accident de service / maladie professionnelle, maladie ordinaire, maladie grave, maternité / paternité / adoption.

Ce contrat devra également avoir les caractéristiques suivantes :

- Durée du contrat : 4 années, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.
- Régime du contrat : capitalisation.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250317-2025-03-06-DE  
Date de télétransmission : 17/03/2025  
Date de réception préfecture : 17/03/2025

- Que le CIG Petite Couronne informe les collectivités des caractéristiques du nouveau contrat-groupe, se fasse le relais de toute demande d'adhésion au dit contrat.

La commune se réserve expressément la faculté de ne pas adhérer au contrat groupe sans devoir en aucune manière justifier sa décision.

- Que de CIG Petite Couronne prenne toute décision adaptée pour réaliser réglementairement la passation du marché susvisé.

**ARTICLE 3 : DE PRECISER** que les crédits seront inscrits au budget de chaque exercice concerné.

**ARTICLE 4 : DE DIRE** qu'ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),

POUR EXTRAIT CONFORME



Jean-Michel GENESTIER,  
Le Maire

*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250317-2025-03-06-DE  
Date de télétransmission : 17/03/2025  
Date de réception préfecture : 17/03/2025